

MÉDIAS : ACTEURS DES TRANSITIONS EN RUSSIE

Au cœur du phénomène inédit de la chute subite du système totalitaire russe, de l'abrupt passage du communisme à la démocratie, de l'économie planifiée au libéralisme, on trouve les médias de masse¹ (presse, radio, télévision). Ils sont les premiers vecteurs de cette « révolution par le haut » instaurée par Mikhaïl Gorbatchev dès son arrivée au pouvoir en 1985. Aujourd'hui, la construction d'un nouveau paysage médiatique témoigne du fait que les médias ne se sont pas uniquement imposés en tant que témoin privilégié des transitions, mais qu'ils ont été un acteur à part entière du processus.

L'évolution et le degré d'ouverture du domaine social constitué par ces médias influencent et accompagnent les réformes générales de la transition. Mais, s'il est indéniable que ces nouveaux acteurs sociaux sont aujourd'hui *volontairement* actifs dans les transformations de la jeune Russie démocratique en y participant amplement, ce n'est qu'après avoir longtemps constitué des rouages *involontaires* du système. Malade, ce dernier s'est éteint après une crise que les médias ont subie de plein fouet. Dans le même temps, celle-ci a été le foyer de constitution d'un nouvel espace public, mis en place dès 1986 avec la mise en pratique des deux mots d'ordre gorbatcheviens : *glasnost* — politique de transparence — et *perestroïka* — politique de reconstruction. Aujourd'hui, l'existence de cet espace public est une preuve de la démocratisation russe.

Les médias sont les acteurs inconscients de la détotalitarisation du système soviétique

Entre 1985 et 1991, pendant le « règne » de Gorbatchev, premier leader communiste démocratique, les moyens d'informations de masse sont à la fois les spectateurs passifs — puisqu'ils n'ont pas encore été dotés des moyens de leur autonomie économique, juridique ou rédactionnelle — et la principale victime des transformations politiques imposées par le pouvoir.

Médias spectateurs

Pendant soixante-quinze ans, les médias ont participé de l'essence despotique du régime soviétique. Leur mode de fonctionnement (les médias sont les « suiveurs » de la pensée politique du Comité Central du PCUS, le porte-voix du parti unique) est à la fois idéologique et « contraint » : ils ne sont qu'une courroie de transmission entre un État omnipotent et les masses populaires, un vulgaire maillon instrumentaliste de l'idéologie de l'élite dont le rôle se borne à éduquer les masses. En juillet 1918, la censure est instaurée; dès lors, les médias obéissent aux ordres.

Pendant plus de soixante-dix ans, toutes les semaines, les rédacteurs en chef des différents journaux soviétiques se réunirent au CC du PCUS afin de recevoir les instructions des chefs des départements sur les événements du monde et d'y préparer la réaction officielle de l'URSS. De plus, le monopole de l'État sur tous les moyens matériels de communication est proclamé. Les médias soviétiques ont donc été organisés dans l'unique but de servir le PCUS, de défendre les intérêts de l'élite au pouvoir² et de forger un imaginaire social nourri par des représentations globales et une mythologie servile³.

Au cœur du système totalitaire, les médias sont à la fois les serviteurs les plus fidèles des timides réformes politiques et économiques (1986-1989) et les premiers à être totalement dépassés par les événements. La déviation d'un iota du système provoquera une crise médiatique profonde. Le système totalitaire ne fonctionne que s'il est sans faille, abrupt, mécanique. Or, entre 1986 et 1991, le hiatus entre l'existence de médias fidèles au pouvoir et la surprenante volonté d'auto-libération de ces mêmes médias se mue en une brèche béante dans laquelle s'engouffrent toutes les angoisses de la société.

Le statut et le fonctionnement des médias sont peu à peu considérablement bouleversés par l'évolution politique : on assiste d'abord à l'âge d'or de la *perestroïka* gorbatchévienne. De nouveaux titres fleurissent, l'engouement du public pour de nouveaux sujets d'enquêtes et de nouvelles émissions de télévision est général. Le peuple redécouvre son histoire et, par là-même, son identité.

Lors de son discours inaugural le 11 mars 1985, Mikhaïl Gorbatchev, le nouveau secrétaire général du PCUS s'engage à fournir plus d'informations à la population sur le travail du Parti⁴. Depuis le XXVII^e congrès du PCUS (25 février-6 mars 1986), la « démocratisation » de la

société est devenue son leitmotiv. La drogue, la détérioration de la qualité du système de santé, la corruption, la censure, sont des sujets de discussion officiels. L'opinion publique entre sur la scène sociale et commence même à jouer un certain rôle dans les décisions prises par le PC. Par exemple, le grand projet de détournement du cours des fleuves du grand Nord vers le Sud est stoppé après qu'il a fait l'objet de larges débats politiques publics.

Si, malgré les dérives inattendues qu'elle engendre, la *glasnost* survit, c'est qu'elle est considérée par le pouvoir comme une part essentielle de la restructuration de la société, et une condition préliminaire à la réussite des réformes économiques⁵. La direction du PCUS va même plus loin en affirmant que cette restructuration ne peut advenir tant que « l'inertie et la démoralisation patentes n'auront pas été surmontées ». Inertie dont il est officiellement admis qu'elle résulte d'un manque d'informations véritables sur le pays. Une fois de plus, le doigt accusateur est pointé sur les médias, fauteurs de troubles puisque vecteurs d'alternatives. Or, qu'est-ce que la démocratie sinon l'admission de l'altérité ?

La XIX^e Conférence du Parti (du 28 juin au 1^{er} juillet 1988) ne fait que confirmer l'attitude de Gorbatchev face aux médias. Mais, si la Conférence précise les principes de base de la *glasnost*, elle omet toutefois sciemment de leur donner une forme légale de protection⁶.

Le 1^{er} août 1990, la loi sur les moyens d'informations de masse rendant caduque la censure préalable, le nombre des publications indépendantes augmente. On assiste à un véritable *boom* des parutions qui se divisent en trois genres, celles des groupes non sponsorisés par le PCUS ou le gouvernement, celles émanant des parlements et soviets locaux — là où les représentants des nouveaux groupes politiques ont obtenu la majorité aux élections, et celles qui se sont auto-libérées du contrôle officiel.

Les nouveaux sujets traités par la presse et la télévision déchaînent d'incessantes polémiques, les titres et les tirages de la presse explosent, des émissions-coups de poing à la télévision choquent une opinion publique en manque de scoops, puis instantanément conquise, donc rasasiée par ce mouvement émancipatoire violent. Cependant, la modification des programmes ne s'accompagne pas d'une modification des structures, du moins, jusqu'à ce que Gostelradio devienne par décret une « compagnie fédérale de télévision d'État »⁷ ce qui ne constitue pas un changement d'envergure.

Les médias soviétiques, qui, au départ, avaient été chargés par le régime de dénoncer en douceur les tares du système dans le seul but d'aider le nouveau pouvoir à les corriger et à affiner sa politique de propagande, sont pris à leur propre piège. Quel complexe et dangereux défi que de se donner une image libérale surfaite tout en maintenant les structures répressives ! Ce sont là les limites de la démocratisation gorbatchévienne.

Médias victimes

En tant qu'institution du système politique en évolution, les médias ne peuvent échapper à la crise profonde qui anéantit l'Union soviétique dans son ensemble.

Courant 1990, l'affrontement politique entre « réformateurs » et « conservateurs » proches

du président du Soviet suprême de l'URSS, Anatoli Loukianov, atteint son apogée avec, le 20 décembre, la démission fracassante d'Edouard Chevarnadze. Quittant son poste de ministre des Affaires Étrangères⁸, il évoque publiquement « la dictature qui arrive ». Les médias sont les premières victimes de ce recadrage : en novembre, Léonid Kravtchenko — celui-là même qui avait programmé à l'antenne dès 1985⁹ des émissions particulièrement novatrices dans le ton, le style et les sujets abordés — est catapulté à la tête de la radio-télévision où, paradoxalement, il œuvre en faveur d'un grand retour à une ligne des plus conservatrices¹⁰.

Gorbatchev marque ainsi les limites de la *glasnost* : il n'est donc pas question qu'elle aille plus loin que les frontières imposées par le parti qui doit continuer à contrôler, non seulement le volume de nouvelles, mais également la qualité des informations « indépendantes »¹¹.

Dès lors, l'enthousiasme qui avait prévalu pour les médias quant à leur influence potentielle sur le « processus démocratique » à la Gorbatchev retombe. Les problèmes idéologico-politiques issus de la *glasnost* conduisent à un irrémédiable et profond désenchantement ainsi qu'à une rapide désaffection de la population vis-à-vis de ces médias.

Car, en 1991, les médias doivent, en s'autonomisant, s'engager. Incapables pour la plupart de jouer ce rôle, de nombreux journalistes commencent à éroder leur capital-confiance trop facilement acquis durant la *glasnost*. Résultat : la confiance du public baisse de façon continue depuis 1990. Et, même si les meilleurs journalistes ont compris — c'est désormais un sujet de débats au sein de la profession — que leur salut ne dépendait que de leurs capacités d'apprentissage d'un nouveau type de journalisme, ce processus, comme tous les autres aspects afférant à la construction de la démocratie en Russie, est lent.

Les médias sont, de plus, les victimes économiques de la démocratisation : la déliquescence de l'économie planifiée est remplacée par une course effrénée vers l'économie de marché et le libéralisme sauvage. Les problèmes matériels des médias sont à l'image de l'état de l'économie globale du pays, dramatiquement affectée par la libéralisation des prix du gouvernement Gaïdar¹². Leur vision hautement politisée et didactique est peu à peu devenue contreproductive, ce qui a été clairement ressenti par la population¹³. Et ils sont « prisonniers » de leur passé : ils restent considérés par le peuple comme une « courroie de transmission » du pouvoir. Celui-ci a créé la *perestroïka* et réformé le pays en faisant de la publicité pour ses propres actions ; ces réformes ayant globalement échoué, ce qui a provoqué la colère de la population¹⁴. Ces médias, intermédiaires donc instruments de cet échec, deviennent le réceptacle du mécontentement de la population qui cherche des boucs émissaires.

En outre, les médias sont soumis à de fortes pressions idéologiques tant du gouvernement que du Parlement. En fait, rares sont les titres qui soient parvenus à obtenir une indépendance financière réelle grâce à la publicité, au soutien de businessmen bien intentionnés ou à d'autres ressources non gouvernementales. À la dépendance politique et idéologique s'est substituée une dépendance économique, laquelle constitue une autre forme de censure — « importée », selon certains, par la transition. Fin 1990, toutes les publications sont engagées dans une fiévreuse course aux abonnés ; les chiffres de la campagne d'abonnement¹⁵ pour 1991 en témoignent. Pour

certain, l'ironie réside dans le fait que la « transition vers une économie de marché » pour laquelle une partie de la presse a durement combattu, est en train de provoquer sa propre ruine !

Les anciens titres sont en butte à des difficultés croissantes¹⁶ alors que les nouveaux ont du mal à survivre. Et la multiplication des titres a bien impliqué une baisse des tirages : entre 1991 et 1993¹⁷, les ventes de la *Pravda* ont baissé de 3,1 millions à 500 000 exemplaires, celles des *Izvestia* de 4,7 millions à 1,1 et celles de *Troud* de 18 millions à 1,5. À cela s'ajoute la hausse vertigineuse du coût du papier, des techniques d'impression et du réseau de distribution. Se tourner résolument vers l'économie de marché, implique donc, du moins à court terme, — ou durant une « période transitoire » dont personne n'augure de la durée —, que la vie des journalistes et des éditeurs soit de plus en plus difficile.

Les médias sont des acteurs conscients de la marche vers la démocratie en Russie

C'est la tentative de putsch du 19 août 1991 qui rend les médias acteurs conscients du rôle qu'ils ont à jouer dans la Russie renaissante. En influant désormais avec plus ou moins d'intensité sur le système politique démocratique progressivement mis en place par Eltsine et son équipe, les médias deviennent un élément actif de la société civile. Ils sont l'intermédiaire obligé entre les sphères dirigeantes du pays et la nation russe, au sein de laquelle s'est formée, en l'espace de 6 à 7 ans, une réelle « opinion publique » qui ne se laisse pas passivement abreuver d'informations parfois douteuses.

Les réussites du nouveau système médiatique

Après le simulacre de putsch, de nouveaux acteurs médiatiques apparaissent. Mentionnons ici les réussites de quelques « pionniers » : *Écho de Moscou* pour la radio FM, *Nezavissimaïa Gazeta* (L'Indépendant, création en décembre 1990) puis *Sevodnia* (Aujourd'hui, création début 1993) pour la presse écrite, *Argoumenty i Fakty*, la *Komsomolsskaïa Pravda*, le *Moskovskii Komsomolets* pour les nouvelles formes de presse populaire et la nouvelle chaîne de télévision NTV pour l'audiovisuel.

Dans toutes les sociétés, l'audiovisuel reste un secteur très proche de l'État, duquel le pouvoir renâcle toujours à se séparer. En Russie, ce principe ne fait pas exception, et cette caractéristique a autant constitué une composante du régime Gorbatchev qu'elle en constitue une sous Boris Eltsine. Après le putsch, Eltsine, dans sa hâte à s'appropriier tout ce qui dépendait du Centre fédéral, a même nationalisé les quatre chaînes de télévision : de « soviétiques », elles sont devenues « russes ».

La privatisation, gage économique de la démocratie, est néanmoins en route. Notons, par exemple, la création en 1993 de la chaîne de télévision NTV¹⁸ et, le 1^{er} avril 1995, la privatisation partielle du canal I (Ostankino).

NTV est la première compagnie de télévision indépendante russe. Elle est dirigée par un ancien vice-directeur d'Ostankino, Igor Malachenko, et financée par les banques privées Most, Stolitchny et par la banque nationale de crédit. C'est le même groupe de sponsors qui a fondé le quotidien privé *Sevodnia*.

On assiste aujourd'hui en Russie à la formation d'un réel marché des médias, où créations et disparitions obéissent aux lois de l'offre et de la demande. Le temps de la « consommation forcée » semble révolu, les Russes ont désormais le choix de l'information. L'apparition de la notion de concurrence et de son corollaire, la course à l'audience, ont également constitué des accélérateurs de la transition. Mais les interactions entre les sphères financières, politiques, médiatiques et mafieuses peuvent devenir violentes. À l'automne 1994, le ministère de l'Intérieur n'a-t-il pas envoyé quelques hommes de ses forces spéciales entourer le siège de la banque Most en guise d'intimidation¹⁹ ? Le premier mars 1995, une star du petit-écran, Vladislav Listiev, n'a-t-elle pas été retrouvée assassinée au bas de son domicile ? Et, en novembre 1994, le monde ébahi n'a-t-il pas été informé du meurtre tout aussi crapuleux et inexplicable d'un autre journaliste, Dmitri Kholodov, enquêtant pour le très populaire quotidien de Moscou *Moskovskii Komsomolets*, sur la corruption au sein de l'armée ?

Hormis cette diversification de l'offre, un autre élément de cette évolution est l'apparition d'un espace public autonome, ou en passe de le devenir. C'est-à-dire un espace de liberté d'expression bien réel, qui s'est libéré de la coupe d'une vision politique, économique et sociale unique, celle de l'État communiste totalitaire.

Outre l'équipe révolutionnaire de *Vzgliad*, le premier talk-show qui a tenu en haleine des milliers de Soviétiques et dont Vladislav Listiev faisait partie, la « starisation » touche également des personnalités nettement plus contestées, comme Alexandre Nevzorov, présentateur de l'émission grand public de la télévision de Saint-Petersbourg « 600 secondes ». Connu pour ses positions anti-gouvernementales et ses remarques xénophobes, son show a été interdit à de nombreuses reprises depuis 1990 mais constamment reprogrammé. Le succès de l'émission de Nevzorov²⁰ — ainsi que celui, tout autant dérangeant pour le pouvoir, de l'hebdomadaire *Argumenty i Fakty* — sont les preuves d'une popularité sans borne auprès de l'opinion publique, dont, en tous cas, aucun homme politique ne peut se prévaloir et montrent à quel point, en Russie, les doléances du peuple ont un inextinguible besoin de s'exprimer au grand jour. En ce sens, l'existence d'un espace public en tant que « lieu accessible à tous les citoyens, où un public s'assemble pour formuler une opinion publique »²¹ est bien réelle.

Et l'autonomisation de cet espace par rapport aux sphères de l'État est perceptible dans deux domaines : celui des médias en temps d'élections ; et celui des médias en temps de crise politique.

Prenons l'exemple du scrutin législatif à la Douma du 12 décembre 1993. Pour la première fois, les médias dans leur ensemble y ont joué un rôle important en menant une campagne « à l'occidentale ». Et même si, au vu des résultats, ils ont été accusés de ne pas avoir véritablement servi les valeurs démocratiques²², la Commission électorale centrale avait pourtant promulgué

des résolutions garantissant aux candidats et aux treize listes en lice un accès égal à l'antenne et aux journaux.

Quant aux rapports entre les médias et un événement de crise touchant l'État, l'exemple le plus récent est celui des médias russes dans la guerre en Tchétchénie. Dès les prémises de cette crise, les informations officielles se sont faites parcimonieuses, puis de plus en plus timides quant au récit des événements, subjectives et unilatérales quant à leur interprétation. La presse moscovite s'est divisée en deux camps, celui des partisans de la paix, dont le quotidien les *Izvestia*, et celui de ceux qui n'osaient pas réellement prendre le parti de l'intervention armée, donc de la guerre contre ces « frères » tchéchènes qui parlent russe. NTV a été la seule à diffuser les propres images de son correspondant dans la capitale assiégée.

Les dysfonctionnements du système médiatique

En Russie, les médias reflètent autant les avancées démocratiques que ses reculs. Ces derniers apparaissent d'ailleurs beaucoup plus comme l'expression de malades dues à un manque de formation et de renouvellement du personnel médiatique dans son ensemble, plutôt qu'une véritable volonté d'entraver sciemment la marche du pays vers la démocratie.

Sur le marché des médias, la concurrence est rude; tous les titres de la presse s'affichent indépendants, même s'ils sont dévorés par une invisible et terrible gangrène : la corruption. Le salaire des journalistes étant très bas, ceux-ci résistent peu au danger de l'article « subventionné ». Les publi-reportages se multiplient; les politiques n'hésitent pas à se faire payer en devises pour toute interview; ces pratiques douteuses dissimulent mal une absence totale de déontologie journalistique. Si elle existait déjà sous le régime communiste, la corruption est désormais ouvertement érigée en principe de fonctionnement vital pour la survie du journaliste. Vladimir Fedoutinov, directeur général de la radio FM indépendante *Écho de Moscou*, s'explique : « la corruption existe y compris dans la station que je dirige. Si je programme une émission sur les loisirs à Moscou et qu'en l'écoutant, j'entends de la publicité pure et dure, je peux chasser le journaliste fautif, mais d'autres recommenceront ». Acerbe, il ajoute : « cette situation perdurera au moins pendant ma génération, ceux qui auront appris à gagner de l'argent ainsi ne pourront plus faire autrement »²³.

La déréglementation de la scène médiatique russe et l'autonomisation des différents médias (le secteur presse étant le « champion » de l'indépendance, puis vient la radio, avec le « boom » de la FM musicale, et enfin, en dernière position, la télévision, lourde bureaucratie qui reste traditionnellement le « bras armé » de l'État) ont provoqué un enchevêtrement politique quasi-inextricable. Conséquence : les médias sont en proie à de constantes attaques des politiques ; en effet, si l'idéologie communiste n'est plus de mise, les relations passionnelles entre le pouvoir et les médias restent ambiguës et l'équipe mise en place par Eltsine ne se prive pas d'user et d'abuser de ce qu'elle pense être ses droits à la protection de l'objectivité de l'information. Pour preuve la création de la télévision russe (RTR, second canal), en mai 1991, considérée par les observateurs comme le bras audiovisuel de la politique du Président. Autre signe alarmant : les

structures juridiques que le pouvoir impose aux médias sous couvert de lui garantir sa liberté, mais qui, en fait, l'asservissent de plus en plus.

Au plus fort de la « bataille d'Ostankino », qui a atteint des sommets à l'été 1992, alors que l'opposition avait qualifié le premier canal « d'empire du mensonge », le président du Parlement, Rouslan Khasboulatov a, à son tour, tenté de mettre l'audiovisuel sous son contrôle direct²⁴. La réplique a été immédiate : par le décret du 28 décembre 1992, Eltsine a créé le « Centre fédéral d'informations », une institution étatique, qui, sous couvert de « mieux défendre la liberté de la presse » s'arrogeait en fait le contrôle des médias les plus importants. Aujourd'hui, cette institution n'existe plus, mais les médias restent un domaine sous contrôle permanent du Président, qui a toujours du mal à accepter et reconnaître que l'on puisse émettre un avis défavorable sur sa politique.

Deux lois sur les médias existent (la soviétique d'août 1990, puis la russe de février 1992), mais, dans le domaine de l'audiovisuel, la Douma légifère lentement. Car une loi pourrait être perçue comme un carcan limitant le politique dans ses tentatives de mainmise sur le médiatique. N'est-il pas alors plus facile d'omettre sciemment de combler ce vide juridique, les médias trouvant eux-mêmes les limites de ce qui est légalement ou « gouvernementalement » permis dans ce qu'ils s'autorisent à faire ou à ne pas faire ?

Si, en ex-URSS, les médias, à commencer par la presse, ont joué un rôle certain dans l'affaiblissement de l'ancien système, actuellement, ils doivent consolider les acquis démocratiques. Sont-ils, aujourd'hui en Russie, à la hauteur de la tâche qui les attend ? Qui, du médiatique ou du politique, l'emportera ? Comment réguler et empêcher certaines dérives ? Que doit-on contrôler ? Quelle part de décision sur les médias doit-on laisser aux consommateurs de cette marchandise précieuse, mais périssable, qu'est l'information, — c'est-à-dire à l'opinion publique ? La réponse à ces questions donnera, à l'avenir, des indications sur le degré de démocratie réelle en Russie.

NOTES

1. En Union soviétique, les médias ont reçu la dénomination générique de « moyens d'informations de masse ».
2. Cf. Leslek KOLAKOWSKI, « On total control and its contradictions, the power of information », in *The Encounter*, juillet/août 1989.
3. Pour une description du système des médias sous le totalitarisme en ex-Europe de l'Est, lire l'étude du spécialiste polonais Karol JAKUBOWICZ, « Committee of experts on media concentrations and pluralism », in *Study on media concentrations in Central and East-European countries*, Conseil de l'Europe, 1994.
4. Cf. articles de Véra TOLZ in *RFE/RL Research Report*, « la presse soviétique sous Gorbatchev », 21 janvier 1986, et « la glasnost dans les médias soviétiques depuis le 27^e Congrès », 20 octobre 1986.

5. Gorbatchev insiste fréquemment sur ces deux points, notamment dans un discours publié dans la *Pravda*, 1^{er} août 1986.
6. Cf. Harold J. BERMAN (Atlanta), « Political and legal control of freedom of expression in the Soviet Union », in *Soviet Union/Union Soviétique*, Jan/fév 1988, 15, n° 2-3, p. 263-272.
7. Décret de Gorbatchev du 8 février 1991.
8. Il l'occupait depuis 1985 et avait depuis manifesté un soutien sans faille à son ami Mikhaïl Gorbatchev.
9. Alors en poste à la vice-présidence de Gostelradio, le Comité d'État à la radio-télévision.
10. Très rapidement, les émissions-phares de la *glasnost* telles que « *Vzgliad* » sont interdites. Cet état de censure atteindra son paroxysme avec les événements de Vilnius en janvier 1991. L'accès des médias à Boris Eltsine pour tant élu président du Parlement de la RSFSR à l'été 1990 est rendu de plus en plus difficile.
11. Début 1991, Kravtchenko a dépourvu *Radio Rossii* (créée en 1990) de la plupart de ses fréquences, et les autorités de la RSFSR ont dû mener une très longue bataille pour que la deuxième chaîne de la télévision centrale soviétique soit allouée à la Radio Télévision de Russie, ou RTR. Elle a commencé à émettre en mai 1991, un mois avant l'élection de Eltsine à la présidence de la Russie.
12. Les prix ont été libérés le 1^{er} janvier 1992.
13. Une collection de lettres de lecteurs, dans les *Nouvelles de Moscou*, n° 47 en 1991 a montré qu'un certain nombre d'entre eux se plaignent du fait que ces nouveaux médias sont tous des médias d'opinion.
14. Les tentatives de réformes conduites par Gorbatchev sont souvent perçues négativement ; elles ont entraîné la perte du statut de superpuissance de l'URSS et l'aggravation de la crise économique.
15. En URSS, il est impossible de s'abonner à une publication à n'importe quel moment de l'année. Chaque année, à l'automne, la « campagne d'abonnement » a lieu, pendant un à deux mois.
16. Des problèmes financiers ont poussé la *Pravda*, pour la première fois dans son histoire, à suspendre sa publication en mars 1992, puis à ne paraître que 3 fois par semaine.
17. Cf. Philippe ALESSANDRI : « les médias en Russie », in *Médiaspouvoirs*, automne 1993.
18. NTV émet sur la fréquence de la quatrième chaîne russe, quotidiennement à partir de 19 heures.
19. Cf. Dorinda ELLIOTT, « Russia's Filthy Rich », in *Newsweek*, 19 décembre 1994, p. 34.
20. En 1995, Alexandre Nevzorov a abandonné l'émission « 600 secondes », mais prépare une autre émission. Il reste député à la Douma.
21. Définition issue du glossaire de Dominique WOLTON, in *La dernière utopie : naissance de l'Europe démocratique*, Paris, Flammarion, 1993, p. 411.
22. Cf. l'article de Julia WISHNEVSKY, « Le rôle des médias dans la campagne d'élections parlementaires » in *RFE/RL Weekly report*, 19 novembre 1993.
23. Entretien avec l'auteur, Moscou, été 1993.
24. A ainsi été baptisée la traduction en images de la bataille entre l'exécutif et le législatif qui a perduré jusqu'au coup de force de l'automne 1993.